

LES RÉVOLUTIONS IBÉRIQUES ET D'AMÉRIQUE LATINE

Federica MORELLI, Clément THIBAUD et Geneviève VERDO (dir.), **Les Empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)**, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, 286 p., ISBN 978-2-7535-0832-3, 16 €.

Ce volume, qui forme le n° 38 de la série « Enquêtes & documents » du Centre de recherches en histoire internationale et atlantique de l'Université de Nantes (CRHIA), réunit onze contributions de professeurs chevronnés et de jeunes chercheurs d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Colombie, Mexique, Venezuela), des États-Unis et de France. Le propos ambitieux se situe dans la lignée des travaux de François-Xavier Guerra qui interrogeait « la révolution de la souveraineté » et invitait à reposer la question du républicanisme né de l'autonomie des républiques urbaines de l'Amérique hispanique. Écartant tout écueil téléologique et le cliché d'une opposition Amérique du nord / Amérique latine, les éditeurs adoptent une approche comparatiste englobant le devenir des empires britannique, espagnol, portugais et français, et ils entendent « faire le point sur la rupture à la fois politique et culturelle qui saisit l'espace atlantique au cours du siècle de la transformation moderne », entre la guerre de Sept Ans et l'époque de la Guerre de Sécession et des grandes réformes libérales du milieu du XIX^e siècle. À défaut de faire véritablement le point, puisqu'il ne s'agit pas d'un ouvrage de synthèse, les diverses contributions proposent des éléments pour échapper à la traditionnelle dialectique rupture / continuité et « surmonter l'alternative de la tradition (organicisme) et de la modernité (libérale) » en avançant l'idée d'un « moment tiers, doté d'une temporalité et d'une consistance propres, déjà émancipé des formes anciennes, mais pas encore identifié au libéralisme classique, un moment de transition entre une conception traditionnelle de la légitimité politique et la révolution de la souveraineté populaire ».

La première section traite des « Connexions impériales et révolutionnaires dans l'espace atlantique ». Dans « La révolution américaine et l'abolition de l'esclavage : d'une ambition des Lumières à l'échec constitutionnel fédéral (1765-1808) », Marie-Jeanne Rosignol souligne l'essoufflement de l'effort abolitionniste et les paradoxes de l'esclavage nord-américain, dont l'émancipation graduelle a souvent formé « une caste de citoyens de seconde classe ». Dans l'unique article en anglais (« Ties Unbound : Membership and Community during the Wars of Independence. The Thirteen North American Colonies (1776-1783) and New Spain (1808-1821) »), Erika Pani fait une étude comparée de la reconstruction des communautés politiques dans les Treize colonies, où dix ans de débats dressent un réseau d'organisations locales qui façonne la révolution et le gouvernement, et en Nouvelle-Espagne, où s'échafaude un « patriotisme créole », sur fond de violences contre



les *gachupines* jusqu'à la rébellion de 1810 avec Hidalgo. Dans « Les vagabonds de la république : les révolutionnaires européens aux Amériques, 1780-1820 », Vanessa Mongey se propose de réévaluer l'influence politique et culturelle d'un groupe hétérogène d'hommes désireux d'imposer la forme républicaine à la place de l'empire colonial espagnol. Loin d'être le produit d'une idéologie simpliste, leurs projets utopiques de constitutions avortées, « relégués au rang de notes de bas de page » par l'historiographie, puisent dans les innovations des révolutions américaine, française, haïtienne et dans la constitution de Cadix : celle de la République des Florides d'Aury (1817) qui institue l'égalité, la liberté de la presse et de conscience, à la différence des précédentes constitutions d'Amérique latine ; celle de Boriguen à Puerto-Rico, par Ducoudray (1822). Ces « véritables bricoleurs politiques » républicains, qui trouvent des renforts à Haïti, viennent d'horizons divers : opposants à Napoléon (Aury, Ducoudray, le général Humbert), corsaires chers à Anne Pérotin-Dumon, officiers de l'armée impériale après Waterloo, intellectuels espagnols francophiles (Juan Mariano Picornell, Manuel Cortés Campomanes), dont les pérégrinations ont été occultées par le cloisonnement de la recherche historique. Bien des contradictions et réticences chez ces « esclavagistes égalitaires » : alors que la plupart de ses soldats sont des Antillais de couleur, Aury revend aux planteurs américains plus de deux mille esclaves provenant de ses prises de négriers espagnols et portugais, tout en libérant les esclaves américains de Providence... Dans l'unique texte en espagnol (« El “mal ejemplo” haitiano en la memoria histórica de los habitantes blancos de Virginia (1831-1865) »), Alejandro E. Gómez rappelle la présence vive du cas haïtien chez les planteurs de Virginie. Le thème des « horreurs de Saint-Domingue » resurgit à l'occasion d'un soulèvement des esclaves du comté de Southampton, qui provoque le massacre d'une cinquantaine de blancs et celui d'une centaine de noirs dans la répression dont le souvenir perdure jusqu'à la Guerre de Sécession.

Pour être la plus courte, la deuxième section, « Empires composés, républiques fédérales », n'en est pas moins centrale. Confédéralisme, fédéralisme, centralisme : Clément Thibaud examine le jeu d'un imaginaire politique marqué par le jusnaturalisme et le républicanisme néoclassique entre les déclarations des juntes de 1810 et la constitution de 1853 (« De l'Empire aux états : le fédéralisme en Nouvelle-Grenade (1780-1853) »). Les révolutions hispaniques doivent « inventer une nouvelle façon d'édifier le sujet de la souveraineté et une manière inédite de le représenter à partir d'une tradition particulièrement rétive à cette mutation » (p. 101-102). Malgré la république centralisée de Bolivar, le fédéralisme néogrenadin, « sorte de *lingua franca* universellement partagée » (p. 103), se pose comme « le tiers élément permettant la traduction de la pluralité institutionnelle et territoriale de l'Empire dans le langage de la souveraineté populaire moderne » (p. 102) jusqu'à la constitution libérale de 1853, compromis entre le fédéralisme américain et le centralisme à la française, qui écarte pourtant soigneusement le terme fédération. « À l'égal du républicanisme, l'idée confédérale a prolongé et transformé les logiques impériales au sein de la nation libérale. » (p. 126). Daniel Gutiérrez Ardila (« Les pactes sociaux de la révolution néogrenadine, 1808-1816 ») revient sur ce fédéralisme complexe, fondé sur une « sorte de convention [...] selon laquelle les *Pueblos* étaient les dépositaires de la souveraineté » (p. 143) apparue dans la crise de la monarchie qui suit l'invasion napoléonienne et la captivité de Ferdinand VII et marque la rupture du contrat social avec la monarchie espagnole. La période d'« anarchie » qui suit est celle des négociations de la souveraineté, marquée par l'apparition des juntes de gouvernement dans les provinces et des jeux d'alliances donnant naissance à divers niveaux de confédérations et de petites amphictyonies, comme celle de la Vallée du Cauca. Jordana Dym déplace cette question vers les marges territoriales (« Villes et frontières : définir un territoire souverain pour la Fédération de l'Amérique centrale, 1821-1843 »). Elle analyse ce « tiers moment [...] où les états républicains précèdent

non seulement leur souveraineté sur les individus mais sur leurs territoires nationaux » (p. 160) pour le cas du Royaume de Guatemala. Choix pratique plutôt qu'idéologique, l'indépendance y est proclamée en 1821, alors que ses voisins du nord (Mexique) et du sud se sont émancipés, mais son territoire est conçu « comme un ensemble de districts et non comme un espace délimité » (p. 165) par des lignes frontalières.

Poursuivant l'examen des formes de la république dans la dernière partie, (« La monarchie composée, la république, l'empire »), Gabriel Entin se penche sur « Les formes de la république : monarchie, crise et révolution au Rio de la Plata », où le portrait du « patriote républicain » Mariano Moreno a remplacé celui de Ferdinand VII, et Samuel Poyard sur « Ordre et souveraineté dans les républiques bolivariennes (1826-1830) », marqués par la recherche d'une légalité constitutionnelle pour échapper au dilemme entre anarchie et tyrannie, mais l'incapacité à échapper aux contradictions de régimes d'exception dans lesquels le pouvoir absolu lié à l'armée s'appuie sur les *pueblos* au détriment de la représentation moderne. L'espace portugais complète le tableau de ce moment tiers. Lara Lis Schiavinatto étudie la transition de la période joanine, qui oscille entre le thème de la décadence et celui de la régénération (« Entre la ruine, la calamité, la disgrâce, la chute, la perte, l'ignorance, la décadence et l'oubli : questions de culture politique au sein de l'empire lusitano-brésilien. Rio de Janeiro, 1808-1820 »). Enfin, Andréa Slemian étudie les modalités de la refonte de la monarchie brésilienne sur des principes constitutionnels, venue consolider la légitimité du régime dans une crise de croissance d'un nouvel état national qui demeure incapable de traiter les demandes des régions par la voie institutionnelle (« Un empire parmi les républiques ? Indépendance et construction d'une légitimité pour la monarchie constitutionnelle au Brésil (1822-1834) »).

Cet ouvrage sur un domaine au demeurant souvent mal connu, hormis des spécialistes, illustre combien l'historiographie des indépendances d'Amérique latine est parvenue à se renouveler depuis une vingtaine d'années, ouvrant même des pistes de réflexion susceptibles de conduire à revisiter la question de l'effondrement des empires hors de l'espace atlantique. Voilà donc un livre bon marché qui constitue un excellent complément au présent numéro des *Annales historiques de la révolution française* consacré à « L'Amérique latine, les Lumières et la Révolution ».

Patrice BRET

Gabriel TORRES PUGA, **Opinión pública y censura en Nueva España. Indicios de un silencio imposible (1767-1794)**, Mexico, El Colegio de México, 2010, 586 p., ISBN 978-607-462-166-2, 40 \$.

Issu de la thèse de Gabriel Torres Puga, consacrée par le Prix Francisco Javier Clavijero, voici un livre très attendu, qui vient tout juste de sortir – malgré le millésime 2010, il n'est paru qu'en avril 2011. Depuis quelques années, en effet, les publications précédentes de ce jeune chercheur ont déjà marqué l'historiographie du Mexique de la fin de l'époque coloniale, autour de l'Inquisition en Nouvelle-Espagne, dont il a étudié les dernières années, et plus spécialement la lutte contre la littérature clandestine et les critiques contre l'expulsion des jésuites, contre les supposés conspirateurs français et les francs-maçons, ou, par exemple, le cas de Juan Antonio Montenegro, un jeune ecclésiastique qui fomenta à la fin de 1793 une conspiration pour l'instauration d'une République mexicaine. Avec cet ouvrage, ces thèmes sont réunis et amplifiés autour de la recherche des traces de l'émergence d'une forme d'opinion publique que la censure ne suffit pas à



étouffer, entre les deux moments forts que sont l'expulsion des jésuites de l'empire espagnol par Charles III et la crise de la fin de 1794 qui mena à l'arrestation et au procès des Français domiciliés au Mexique.

Tout en ayant conscience du caractère imparfait voire anachronique du concept d'« opinion publique » pour la Nouvelle-Espagne de la fin du XVIII^e siècle, Gabriel Torres l'utilise ici à bon escient pour structurer sa recherche et faire parler d'une même voix un corpus de sources hétérogènes et souvent orientées : archives des procès inquisitoriaux et criminels, littérature clandestine ou officielle (libelles, pasquins et autres pamphlets, estampes, gazettes périodiques), correspondances et journaux privés. Les archives judiciaires du Mexique, et éventuellement d'Espagne, sont ainsi revisitées dans une approche culturelle et politique. Croisées avec d'autres sources, elles permettent de donner du sens à des faits qui pourraient parfois sembler ténus ou anecdotiques et à une multitude d'écrits qui circulaient sous le manteau dans un pays sévèrement contrôlé par la monarchie qui trouvait d'excellents relais dans la religion et dans la population elle-même.

Existait-il une forme d'« opinion publique » dans une société limitée par la censure et la rareté des sources d'information ? Quels étaient les moyens d'approbation et de discussion des populations urbaines de Nouvelle-Espagne en un temps où la loi imposait le silence sur les sujets politiques ? À ces deux questions, entre autres, Gabriel Torres répond en s'inscrivant dans la lignée des travaux sur la culture politique de Mona Ozouf et Keith Baker, et plus spécifiquement de Francisco Sánchez Blanco et Jean-René Aymes pour l'Espagne, et d'Annick Lempérière pour le Mexique. À la première question, il répond par l'affirmative, en comprenant l'opinion publique comme un phénomène d'information et de communication, dont la diversité est analysée tout au long de l'ouvrage. Au travers des contradictions de la politique royale en matière de censure, le « public » apparaît alors en effet, pour le moins, comme censeur moral de l'activité publique.

Les lecteurs des *Annales historiques de la Révolution française* seront sans doute particulièrement intéressés par la troisième et dernière partie sur « La Révolution française en Nouvelle-Espagne ». Il est important de la replacer dans la suite des deux parties précédentes pour mieux la comprendre. La première porte sur « L'expulsion des jésuites », marquée par une agitation publique réclamant la béatification de Palafox, évêque de Puebla, et vénérant le bienheureux Josafat Kuncevyk, archevêque lithuanien, comme « Saint Josafat », et par l'édition clandestine de feuilles et d'estampes subversives polémiques et souvent virulentes (« Qu'est-ce que le pape ? – Un terrible hérétique. Et le Roi Charles ? – Un franc-maçon »). Étudiant la circulation et la lecture des manuscrits clandestins, d'après les traces laissées dans les archives judiciaires, Gabriel Torres reconstitue des réseaux éphémères (« Choses singulières des pères jésuites », 1760, (p. 59) ; « Notre-Père des *gachupines* [métropolitains] », 1779, (p. 309). Dans la seconde partie, hors des périodes de crise, « Le "Sieur" Public » prend sa place, notamment grâce au développement de la presse périodique. C'est ce critique, juge et lettré (à défaut d'être toujours éclairé) qu'invoquait le prêtre et journaliste Antonio de Alzate y Ramírez et que les autorités furent lentement amenées à reconnaître par-delà les bruits publics, les rumeurs et tout une littérature aux fragiles frontières entre humour et subversion.

À partir de ces débris d'histoire, l'auteur ne cherche pas à trouver des coupables ou des héros, mais il reconstruit les inquiétudes et les interrogations de la société et ses formes d'expression souterraines jusque dans l'espace public. Voilà donc un bel exemple de la jeune école historique mexicaine.

Lúcia Maria BASTOS PEREIRA DAS NEVES, **Napoléon Bonaparte. Imaginário e política em Portugal (c. 1808-1810)**, São Paulo, Alameda Casa Editorial, 2008, 360 p., ISBN 978-85-98325-66-8, 48 \$.

L'année 2008 a été marquée au Brésil par la célébration de l'ère joanine. Cette phase transitoire souvent considérée comme la véritable naissance du pays commence par le transfert du Régent et de la Cour de Lisbonne à Rio de Janeiro, devenue capitale de l'empire portugais, et s'achève par l'Indépendance du Brésil impérial (1822), à l'issue d'un éphémère Royaume-Uni du Brésil, du Portugal et de l'Algarve (1815). Au milieu d'une production brésilienne consacrée à ce moment fondateur, Lúcia Bastos a choisi, au contraire, de porter son regard de l'autre côté de l'Atlantique, vers le Portugal, qui commémorait de son côté un épisode noir de la mémoire collective, toujours particulièrement vivace à Porto deux cents ans après l'invasion française de 1809. Vu les liens entre ces deux épisodes, c'est donc un regard décentré et pourtant familier que propose le professeur de l'Université de l'état de Rio de Janeiro, offrant en prime l'écho brésilien de l'épreuve du petit royaume péninsulaire abandonné de ses élites politiques et administratives.

Lúcia Bastos analyse d'abord la légende noire et la légende dorée de Napoléon jusqu'à nos jours. Soulignant la fascination que l'empereur exerça sur l'imagination romantique, la littérature (de Balzac à Patrick Rambaud), la musique (de Beethoven à Schönberg) ou le cinéma (plus de 150 films), elle expose brièvement l'historiographie jusqu'à Jean Tulard, Annie Jourdan, Natalie Petiteau ou Catherine Clerc pour la caricature. Mais le Brésil et Napoléon lui-même ne sont pas le thème central de l'ouvrage. L'auteur entend revisiter le sujet dans la lignée des *Mythes et mythologies politiques* de Raoul Girardet (1986), en centrant le regard sur l'espace-temps des invasions françaises au Portugal. Elle privilégie les pamphlets (anti-napoléoniens, anti-français, anti-*afrancesados* ou strictement patriotiques, selon la typologie de Nuno Daupias d'Alcochete en 1978) et les journaux portugais du Portugal, du Brésil ou de Londres. Au-delà de la propagande, ces textes révèlent les valeurs et les structures mentales de l'opinion qu'ils reflètent.

Nombre de ces pamphlets sont des traductions. Certains viennent d'Espagne, comme un *Catéchisme civil* de 1808 (« Q. Qui est l'ennemi de notre bonheur ? / R. L'empereur des Français. / Q. Et qui est cet homme ? / R. Un nouveau Seigneur, infiniment mauvais et avide, le principe de tous les maux et la fin de tous les biens, c'est le résumé et le dépôt de tous les vices et mauvaiesetés. / Q. Combien a-t-il de natures ? / R. Deux : l'une diabolique, l'autre inhumaine. »). D'autres viennent d'Angleterre (*L'Histoire secrète du cabinet de Napoléon Bonaparte et de la Cour de Saint-Cloud*, de L. Goldsmith, publiée à Londres en 1810 et la même année en portugais par l'Imprimerie royale de Lisbonne) puis de France (*De Buonaparte et des Bourbons*, de Chateaubriand, est également traduit l'année de sa parution, en 1814). La majeure partie forme une littérature portugaise originale, publiée principalement à Lisbonne, par des éditeurs privés ou par l'Imprimerie royale, parfois à Coimbre, à Porto voire à Londres, mais également à Rio de Janeiro. Car, dans cette masse pamphlétaire, le Brésil tient sa place, moins par le contenu (des lettres fictives adressées à un notable de Bahia en 1808) ou même par la production originale non négligeable de l'Imprimerie royale de Rio (par exemple en solidarité avec la prise de Porto en 1809), que par la diffusion dans le nouveau cœur du royaume. Bien des pamphlets de métropole sont réédités à Rio et, outre la transcription des nouvelles sur les défaites françaises tirées des journaux européens, la *Gazeta do Rio de Janeiro* – premier journal brésilien fondé en 1808 – annonce les publications de Lisbonne, que vend Jean-Robert Bourgeois, libraire français installé dans la capitale brésilienne.



Quelques intellectuels prennent la plume, tel l'économiste José Acúrsio das Neves (*Manifeste de la Raison contre les usurpations françaises, offert à la nation portugaise*, Lisbonne, 1808 ; rééd. Rio, 1809), mais la majorité relève d'une littérature populaire qui épouse tous les genres des pièces de circonstance : genre épistolaire, odes, prières, farces ou une *Recette pour fabriquer des Napoléons* (« Prendre une poignée de terre pourrie / un quintal de mensonge raffiné / un baril d'impiété distillée... »). Dans un dialogue fictif, très en vogue au XVIII^e siècle, la garde impériale doit intervenir pour séparer « les deux impératrices » du tyran (Joséphine et Marie-Louise) mais ce sont généralement des acteurs locaux qui sont mis en scène : un Français et un ecclésiastique, un Français et un Anglais tués à Bussaco et enterrés ensemble ; un patriote parvient même à convaincre un jacobin portugais venu le convertir qu'embrasser la cause française est une trahison...

Ici comme ailleurs, Napoléon est monstre, démon, tyran, incarnation du Mal, et le journal d'exilés *Courrier brésilien* (*Correio Braziliense*, Londres, 1808-1822) n'est pas en reste (« despote corse », « nouvel Attila », « annihilateur des droits de l'homme »). Pourtant, il est aussi parfois « arbitre des rois », « héros », « sauveur », voire « envoyé de Dieu ». Car l'opinion est divisée. Les patriotes, héritiers des traditions du royaume (p. 233-274) sont les plus nombreux. Quant aux partisans des Français (*partidistas*), assimilés à des jacobins, francs-maçons et *afrancesados* (p. 185-229), 74 d'entre eux furent arrêtés entre mars 1809 et la « septembrisade » de 1810 (liste p. 351-355) : presque tous étaient francs-maçons mais l'on pourrait s'étonner de trouver une majorité de clercs (1/4), devant des négociants, militaires et magistrats, tandis que les avocats, professeurs et étudiants, et même les médecins, fonctionnaires et artisans ne sont que quelques unités. Il faudrait ajouter les « amies des Français » que pourchasse aussi l'Inquisition.

Pourtant, il ne s'agit pas pour Lúcia Bastos d'identifier les héros et les traîtres mais d'analyser les motivations et les attitudes dans le cadre d'un imaginaire politique et social pour traquer les racines de la maturation de la politique moderne. Dans le paradoxe de la situation de guerre avec la France, elle étudie « la vision de l'empire portugais sur le pays considéré comme *le berceau de la civilisation* » (p. 21) pour chercher à comprendre, à travers les mythes et représentations, la lente usure de la politique de l'Ancien Régime au Portugal. Dans ce processus complexe, social et économique, politique et intellectuel d'irruption de la modernité, la figure de Napoléon s'impose naturellement par « l'effervescence mythologique » née de la confrontation des espoirs et des angoisses de la société portugaise face aux invasions françaises. Dotée d'une solide culture historique française, mais se réclamant aussi de l'école de Cambridge, l'auteur combine l'approche de la nouvelle histoire politique et de l'histoire culturelle avec une problématique d'histoire des relations internationales pour donner un petit ouvrage ambitieux.

Patrice BRET

Fernando BERGUNO HURTADO, **Les soldats de Napoléon dans l'indépendance du Chili (1817-1830)**, Paris, L'Harmattan, 2010, 312 p., ISBN 978-2-296-12547-6, 28.50 €.

Dans *La grande armée de la liberté*, ouvrage paru en 2009 et qui a fait l'objet d'un compte rendu dans ces colonnes, Walter Bruyère-Ostells réserve deux chapitres aux anciens combattants de l'Empereur qui furent mêlés aux luttes du Nouveau Monde. C'est exclusivement à ceux qui combattirent en Amérique latine et plus précisément à ceux qui assurèrent l'indépendance du Chili qu'est consacré l'ouvrage de Fernando Berguno Hurtado. En fait ce livre de plus de 300 pages est tiré d'une thèse dirigée par Jean Tulard et

Hervé Coutau-Bégarie et soutenue à l'EPHE en 2004. Œuvre d'un diplomate de carrière, chilien francophone qui a suivi à la Sorbonne un cursus d'histoire jusqu'à l'obtention du doctorat, l'ouvrage est directement écrit en français. On peut louer l'auteur de son style que lui envieraient certains auteurs français.

Le livre est divisé en dix-neuf chapitres, ce qui n'est pas sans conduire à un certain morcellement. Mais le plan choisi par l'auteur, rigoureusement chronologique, et la perspective adoptée, très factuelle du moins dans son livre sinon dans sa thèse, le commandaient. Et, par ailleurs, cela vaut au lecteur une masse d'informations sur les mouvements indépendantistes de l'actuel « cône sud » de l'Amérique latine, sur les campagnes menées contre les Espagnols, puis sur les soubresauts du nouvel état chilien. L'auteur inscrit la trajectoire de ces hommes dans les entreprises de San Martin et de l'armée des Andes, puis dans les luttes internes de la jeune république chilienne qui éprouve bien des difficultés à se stabiliser. Le fait militaire est omniprésent dès la naissance de l'Amérique latine : en retraçant l'histoire de ces officiers, car il ne s'agit que d'anciens officiers de Napoléon et non de soldats en dépit du titre de l'ouvrage, Fernando Berguno Hurtado met ce fait en pleine lumière, en même temps qu'il montre combien ces hommes accentuèrent son importance.

Il évoque au commencement de son livre les motivations qui les poussèrent à quitter la France pour participer *in fine* à la création du Chili. Parmi elles, outre le classique besoin d'échapper à l'inaction et à la marginalisation dans la société de la Restauration qui leur refusait la promotion à laquelle ils pensaient avoir droit, il signale les projets de Napoléon qui aurait cherché dès 1809 à favoriser l'indépendance des colonies de l'Espagne. En somme, ces officiers n'auraient fait que prolonger de telles visées, en même temps qu'ils se seraient situés dans la continuité des idéaux de la Révolution et de l'Empire. Encore aurait-il fallu distinguer plus précisément les nuances et même les divergences entre ces idéaux qui ne furent pas un bloc, d'autant que ces divergences se retrouvent dans les choix politiques des ces hommes au cours des luttes internes de l'état chilien. C'est ici qu'on déplore l'absence d'un chapitre de synthèse reprenant ce que l'on apprend de ces officiers au fil des pages, et qui en outre aurait porté sur leur situation initiale dans les armées de Napoléon. Très peu, par exemple, étaient officiers supérieurs, et même l'un d'entre eux, Beauchef, promis à un bel avenir, ne fut sous-lieutenant qu'à partir des Cent-Jours.

Les chapitres suivants sont consacrés à l'attachement pour la personne de l'Empereur qui pousse quelques-uns d'entre eux à participer, ou à rêver de le faire, aux projets plus ou moins chimériques – et dont il n'est pas sûr qu'ils se soient concrétisés, mis à part le soulèvement de Pernambouc – d'enlèvement de Napoléon à Sainte-Hélène pour le placer à la tête d'une « confédération napoléonienne » composée des débris de l'Amérique espagnole. Un de ces épisodes est lié au Champ d'asile du Texas, car les États-Unis sont un des lieux où se constituent les réseaux de recrutement qui vont alimenter l'armée des Andes. En effet, de telles péripéties aboutissent à ce que ces hommes participent de façon plus réaliste au mouvement d'indépendance aux côtés des Argentins. Ils sont rejoints par les vétérans qui ont gagné directement Buenos Aires. Parmi ceux-ci, se trouvent des officiers étrangers passés au service de Napoléon, dont l'andalou Arcos.

En 1817 démarre sous la conduite de San Martin la campagne de libération du Chili. L'auteur narre les différentes phases de cette campagne et en retrace avec minutie tous les épisodes en mettant en lumière des figures de Français ou de vétérans de Napoléon encore illustres dans le Chili contemporain et beaucoup moins en France : tels les ingénieurs militaires et topographes Arcos déjà nommé et Bacler d'Albe, puis Ambroise Cramer, enfin Michel Brayer, ancien général d'Empire qui devient chef d'état-major de



l'armée des Andes. Ce dernier tente précisément – mais pas toujours avec succès – d'introduire le modèle d'état-major napoléonien, non sans susciter des oppositions. En effet, d'emblée, certains de ces hommes sont mêlés aux controverses et aux luttes de factions qui surgissent avant même la naissance du Chili au cours de l'expédition qui va fonder le nouvel état. Ce n'est pas leur statut d'étranger qui leur vaut la méfiance de leurs camarades argentins et bientôt chiliens, car aussi bien dans l'armée des Andes se trouvent des Anglais, des Irlandais, des Allemands et des Américains, c'est précisément parce qu'ils ont tellement adopté leur nouvelle patrie qu'ils se mêlent d'avoir des projets pour elle, qui ne recourent pas nécessairement ceux de San Martín et de O'Higgins. Ainsi l'auteur prête-t-il à Brayer un projet politique pour le Chili, celui d'en faire un état moderne calqué sur le modèle français. Il affronte San Martín et tombe en disgrâce, étant donné ses liens avec les adversaires politiques de celui-ci et de O'Higgins.

Des revers et des défaites puis des victoires ponctuent la campagne qui permettent à Fernando Berguno Hurtado d'évoquer le rôle de Viel, celui de Rondizzoni et surtout celui de Beauchef, « le Bayard de l'indépendance chilienne » (p. 141) : nommé sous-directeur de l'Académie militaire créée en 1817 par la volonté de O'Higgins, il en devient l'âme. Fermée en 1819, l'académie a tout de même le temps de former plus de cent officiers dont beaucoup participent à la victoire décisive de Maipu, au printemps 1818, « point culminant de la présence des militaires français dans l'indépendance du Chili » (p. 117). L'ampleur de cette présence demeure méconnue aujourd'hui par l'historiographie argentine et chilienne, dit l'auteur, car cette victoire succède à la purge consécutive à la disgrâce de Brayer. D'ailleurs, au cours de la campagne menée dans le sud du Chili de la fin de 1818 au début de 1819, la rivalité est très forte entre les officiers français et leurs camarades chiliens et argentins. Cette campagne permet d'évoquer de nouvelles figures, celles des frères Bruix, de Brandsen, qui y participent avec Beauchef et Viel. Mais les premiers combattent ensuite au Pérou, alors que pour les seconds se confirme leur ancrage chilien. Au point d'ailleurs qu'ils veulent continuer à poursuivre les opérations militaires dans le sud et consolider l'armée nationale chilienne, tandis que les autres et plus encore les Argentins veulent délivrer le Pérou suivant les priorités panaméricaines de San Martín. À ces divergences s'ajoute l'influence des loges franc-maçonniques dont les Argentins et les Chiliens seraient les adeptes : sur ce point encore, il est dommage que l'auteur soit quelque peu allusif. Les Français n'auraient-ils pas eux aussi été membres des loges ?

Dans la jeune nation chilienne, il existe une présence militaire française très importante, ne serait-ce que, de 1823 à 1829, dans les deuxième et troisième académies militaires : dans la troisième, Viel demeure une figure prééminente et les méthodes françaises seront en vigueur jusqu'après la guerre civile de 1891. Surtout parce que les officiers français, souvent intégrés – non sans difficultés – par leur mariage aux élites, interviennent dans les luttes internes qui jalonnent l'existence du nouvel état, dans une perspective unitaire et centralisatrice, opposée aux prétentions fédéralistes. La guerre civile de 1829 entraîne leur effacement de la vie politique. Si l'armée chilienne adopte le modèle français en 1840 et si, jusque dans les années soixante, persiste l'influence militaire de la France, c'est dû selon l'auteur au prestige et à l'influence de celle-ci.

On regrettera cependant, mais c'était peut-être inévitable, que la bibliographie francophone – moins importante que la bibliographie hispanophone – soit parfois vieillie et que ne soient pas cités les ouvrages consacrés aux vétérans de Natalie Petiteau et de Walter Bruyère-Ostells.

Lluís ROURA, Manuel CHUST (éds.), **La ilusión heórica. Colonialismo, revolución e independencias en la obra de Manfred Kossok**, Castellón de la Plana, Universitat Jaume I, 2010, 367 p., ISBN 978-84-8021-731-6, 22 €.

Bien connu des lecteurs des *Annales historiques de la Révolution française*, Lluís Roura Aulinas y a naguère consacré à Kossok (1930-1993) une nécrologie (n° 291 – 1993-1, p. 153-154), qui fut complétée par celle de Michel Vovelle (n° 292 – 1993-2, p. 313-314). Il lui rend maintenant un nouvel hommage en publiant avec Manuel Chust une sélection de textes en espagnol dans une belle production de l'université catalane Jaume I – édition sur papier glacé, ouvrage relié sous jaquette illustrée – qui emprunte son titre à la traduction espagnole d'un article sur 1789 publié en Allemagne à l'occasion du Bicentenaire. Désireux de contribuer à la connaissance et à la reconnaissance d'une partie importante de l'historiographie européenne du xx^e siècle, les éditeurs offrent au lecteur le fruit d'une œuvre particulièrement intéressante pour le monde hispanique et latino-américain, mais plus généralement caractérisée par sa capacité à poser les grandes questions historiques : comment le monde a-t-il changé et comment changer le monde ? Cette historiographie constitue elle-même un bon reflet de la complexité culturelle, politique et idéologique d'une période historique encore récente, marquée par la chute du mur de Berlin et l'écroulement des états du socialisme réel.

Recueillant l'héritage de son maître Walter Markov (1909-1993) à la tête de l'Institut d'histoire universelle et poursuivant l'approche comparatiste et globaliste de l'école de Leipzig, Manfred Kossok a laissé une œuvre abondante sur l'étude comparée des révolutions et l'histoire de la colonisation de l'Amérique latine, depuis sa thèse sur le Rio de la Plata (1957, publiée en espagnol à Buenos Aires en 1959) et son habilitation sur l'Allemagne et l'Amérique latine (publiée en allemand en 1964). Rappelons ici son petit ouvrage en français, *L'Espagne et son Empire d'Amérique. Histoire des structures politiques, économiques et sociales, 1520-1824*, Paris, Ediciones hispano-americanas, 1972.

L'ouvrage est formé pour l'essentiel d'une « Anthologie de textes de Manfred Kossok », soit quatorze textes groupés en trois parties reflétant les principaux apports de Kossok : la question coloniale (« Le colonialisme en Amérique latine. Questions en débat » : quatre textes publiés de 1985 à 2000), la richesse du terme de révolution et la transformation sociale dans l'époque contemporaine (« Révolution, révolutions » : trois textes de 1983 à 1990), et l'indépendance en Amérique latine (sept textes de 1968 à 1987). Sélectionnés parmi plus de 30 livres et de 500 articles pour donner un ouvrage cohérent et représentatif d'une œuvre, ces textes relèvent d'une historiographie déjà datée des études révolutionnaires aux prises avec une déconstruction libérale mais leur puissance intellectuelle demeure intacte. Cette anthologie est précédée de quatre études (p. 11-98), qui mettent en contexte l'œuvre de Kossok, en dressent les lignes de force et en favorisent la compréhension. Dans son étude « Manfred Kossok et le réseau de l'histoire mondiale comparée des révolutions », Lluís Roura rappelle que, outre l'importance des apports de l'historien allemand, sa double spécialisation (révolutions et transformations sociales ; colonisation et indépendance en Amérique latine) et sa conception globalisatrice et comparative constituent un excellent exemple des travaux de l'école de Leipzig au xx^e siècle. Les autres études sont également traversées par cette question lancinante du changement (« réformisme *versus* révolution ? ») et portent sur l'articulation et l'imbrication entre l'approche théorique, l'objet historique et la vie de l'historien : « De l'histoire coloniale de l'Amérique latine à l'histoire globale en passant par l'histoire comparée de la Révolution. L'œuvre de Manfred Kossok » (Matthias Middell, auquel



on doit déjà une édition d'œuvres choisies de Kossok : *Ausgewählte Schriften*, Leipzig, Leipziger Universitätsverlag, 2000, 3 t.) ; « L'historicisme marxiste, l'histoire sociale précédente et le caractère cyclique des révolutions. L'œuvre de Manfred Kossok » (Michael Zeuske) ; « Révolution et indépendance en Amérique latine. Les propositions de Manfred Kossok » (Manuel Chust, qui souligne le contraste entre les auteurs libéraux et conservateurs cités par celui-ci et ses propres interprétations). L'originalité et l'intérêt de cet hommage posthume sont justement qu'il constitue moins une analyse de l'œuvre laissée par Kossok, tout en en donnant les clés de lecture, que celle de l'élaboration historique de cette œuvre au cœur des débats historiographiques et des questionnements sur un monde en mutation.

Patrice BRET

VARIA

Tristan COIGNARD, Peggy DAVIS et Alicia C. MONTOYA (dir), **Lumières et Histoire. Enlightenment and History**, Paris, Honoré Champion, 2010, ISBN 978-2-7453-1924-1, 70 €.

Ce douzième volume de la collection « Études internationales sur le XVIII^e siècle » reprend quinze communications présentées dans le cadre du Séminaire International des jeunes dix-huitiémistes qui s'est tenu à Québec en septembre 2006. Les textes présentés sont en anglais (7) et en français (8).

Comme l'écrit la préface de Marc-André Bernier : « l'idée encore tenace, suivant laquelle le XVIII^e siècle serait resté étranger à l'histoire, est elle-même, comme l'observe Ernst Cassirer dans la *Philosophie des Lumières*, "une idée sans aucun fondement historique" ». En effet, loin d'être étrangères à l'histoire, les Lumières ont au contraire mis en valeur une méthode critique qui s'inscrit dans l'opposition au *Discours sur l'Histoire Universelle* de Bossuet et qui s'appuie sur un empirisme hostile à « l'esprit de système ». Dans le même temps, les Lumières se sont interrogées sur une philosophie de l'histoire dans laquelle les notions de progrès et de perfectibilité de l'humanité sont à la fois centrales et questionnées.

Ce rapport des Lumières à l'histoire est ici interrogé par des jeunes spécialistes des idées politiques, de la littérature surtout, de l'histoire de l'art et paradoxalement par peu d'historiens proprement dits. La plupart des communications sont le fruit de thèses plus ou moins récemment soutenues ou en cours d'achèvement.

Le volume est divisé en trois parties : « Réinventer l'Antiquité » (8 textes), « Imaginer de nouveaux mondes » (3 textes), « Penser les Révolutions » (5 textes), qui reflètent l'état des recherches en cours présentées.

L'Antiquité est évidemment centrale dans la réflexion historique du XVIII^e siècle. Les auteurs les plus divers ont « cherché à se penser à travers une appropriation narrative et rhétorique du passé par-delà l'opposition des Anciens et des Modernes qui avait divisé la République des Lettres à la fin du règne de Louis XIV » (Marc-André Bernier, p. 11). L'histoire ancienne permet de disposer non seulement de leçons d'histoire mais aussi de penser les catégories du politique dans le cadre de la réflexion sur le républicanisme. Mais les « antiquités » ne renvoient pas seulement au monde gréco-romain. La vogue des « antiquités nationales » au XVIII^e siècle est également au centre du processus de compréhension historique des Lumières. À travers les exemples de Wieland, Rousseau, Sade ou